

STATUTS COORDONNÉS

SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS A BON MARCHE

Société anonyme

R.C.S. Luxembourg B 40.971

STATUTS COORDONNÉS

SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS A BON MARCHE

Société anonyme

R.C.S. Luxembourg B 40.971

STATUTS COORDONNÉS

du 16 mai 2017.

Chapitre Ier - Dénomination, siège, durée, objet.

ARTICLE 1:

Il est constitué une société anonyme sous la dénomination de "Société Nationale des Habitations à Bon Marché" (désignée ci-après par les termes "la Société").

ARTICLE 2:

La Société a son siège à Luxembourg.

ARTICLE 3:

La durée de la Société est illimitée.

ARTICLE 4:

(1) La Société a pour objet:

1. La construction, l'achat, la vente, l'échange et la location d'immeubles destinés à servir de logement à des personnes qui vivent principalement du revenu de leur travail ou d'un revenu de substitution et qui ne sont pas propriétaires d'un autre logement;

2. La réalisation de tous travaux d'urbanisation et d'aménagement se rapportant à des quartiers destinés principalement à l'habitat, y compris la construction, l'achat, la vente, la location et l'exploitation de tous immeubles, équipements et installations qui s'y rattachent, pour autant qu'ils contribuent à réaliser l'objet social;

3. L'exécution de toute mission pouvant lui être confiée par les pouvoirs publics dans le cadre de la politique du logement.

(2) La Société peut faire toutes autres opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tendant à en favoriser la réalisation.

(3) La Société exerce son activité de préférence dans les localités où les communes, des entreprises ou d'autres organismes contribuent à la réalisation de son objet.

Chapitre II - Capital social, actions..

ARTICLE 5:

(1) Le capital social est fixé à EUR 66.000.000,- (soixante-six millions d'Euros) divisé en sept mille (7.000) actions sans désignation de valeur nominale.

(2) Toutes les actions sort entièrement libérées.

ARTICLE 6:

(1) Les actions sont toutes nominatives et ne peuvent pas être converties en actions au porteur.

(2) L'actionnaire qui se propose de céder tout ou partie de ses actions doit les offrir au préalable aux autres actionnaires, proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux, en indiquant les termes et conditions de la cession, notamment le prix et les modalités de paiement. L'offre de cession est notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception, au président du conseil d'administration et est transmise sans délai aux actionnaires concernés. Ceux-ci doivent exercer leurs droits de préemption, par lettres recommandées avec accusé de réception à adresser à la Société, dans les trois mois suivant la notification, la date de l'envoi faisant foi.

Si un ou plusieurs actionnaires à exercer tout ou partie de leurs droits de préemption, les droits des autres actionnaires à l'acquisition des actions offertes en vente s'accroissent proportionnellement. Ces droits supplémentaires doivent être exercés de la même manière dans un nouveau délai de trois mois à compter de l'expiration du premier délai trimestriel.

Au cas et dans la mesure où les actions offertes en vente ne sont pas acquises par des actionnaires, le conseil d'administration, peut désigner un ou plusieurs autres cessionnaires dans un délai de trois mois à compter de l'expiration respectivement du premier et du second délai trimestriel prévus ci-dessus. Sinon, le cédant peut disposer librement des actions qui n'ont pas trouvé preneur.

(3) Aucun transfert d'actions opéré en violation des stipulations du paragraphe (2) du présent article n'est reconnu par la Société, qui a le droit de refuser l'inscription d'une telle cession dans le registre des actionnaires et de suspendre l'exercice des droits attachés aux actions irrégulièrement cédées.

ARTICLE 7:

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites et aux conditions fixées par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Chapitre III - Administration et surveillance.

ARTICLE 8:

(1) La Société est administrée par un conseil d'administration composé de quatre membres au moins et de huit au plus.

(2) Le nombre des administrateurs est fixé par l'assemblée générale, qui détermine également la durée de leur mandat et leurs émoluments.

ARTICLE 9:

(1) Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et un vice-président.

(2) Il nomme, soit dans, soit hors de son sein, un secrétaire qui est révocable en tout temps. Au cas où cette fonction est confiée à un administrateur, elle prend fin au plus tard avec la cessation de son mandat.

ARTICLE 10:

(1) Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent, mais une fois au moins au cours de chacun des quatre trimestres de l'exercice social.

(2) Les réunions du conseil d'administration sont convoquées et présidées et les ordres du jour sont fixés par le président ou, à son défaut, par le vice-président ou, à leur défaut, par le doyen d'âge des autres administrateurs.

Sauf en cas d'urgence, les avis de convocation indiquant l'ordre du jour ainsi que les lieu, jour et heure de la séance sont adressés par écrit aux administrateurs cinq jours francs au moins avant la date de la réunion.

(3) Lorsqu'un administrateur est empêché d'assister à une réunion du conseil d'administration, il peut donner par écrit mandat à un de ses collègues à l'effet de le représenter et de voter en son lieu et place. Un même membre du conseil d'administration ne peut cependant représenter comme mandataire qu'un seul de ses collègues absents. Toute procuration n'est valable que pour une seule séance.

(4) Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres en exercice est présente ou représentée, la présence de trois membres au moins étant toutefois requise.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés et participant au vote, compte non tenu des abstentions. Une proposition n'est cependant approuvée que si elle recueille deux voix au moins. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

(5) En cas d'urgence, à motiver dans la proposition de résolution même, une décision peut être prise par la voie de la procédure écrite à la majorité des deux tiers des administrateurs en exercice qui participent au vote, compte non tenu des abstentions. Une telle décision est régulière et valable au même titre qu'une résolution prise en réunion dûment convoquée et tenue, à condition toutefois que la moitié au moins des administrateurs en exercice participe au vote.

(6) En cas d'extrême urgence, deux administrateurs peuvent prendre sous leur responsabilité personnelle une décision à soumettre à la ratification du conseil d'administration lors de sa prochaine réunion. Celle-ci doit se tenir dans la quinzaine qui suit immédiatement la date de la décision.

(7) Les décisions sont consignées, réunion par réunion, dans des procès-verbaux qui, après, leur approbation par le conseil d'administration, sont signés par celui qui a présidé la réunion. Les procurations sont annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont certifiés conformes par le président ou à son défaut, par un autre administrateur.

(8) Les règles de fonctionnement du conseil d'administration peuvent être précisées et complétées par lui dans un règlement d'ordre intérieur.

ARTICLE 11:

Sans préjudice des pouvoirs dont il est investi par les dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration exerce notamment les attributions suivantes:

1. Il nomme et révoque les directeurs et autres agents de la société, détermine leurs tâches et fixe leurs traitements et salaires;

2. Il approuve les constructions et locations d'immeubles ainsi que les acquisitions, aliénations et échanges de biens ou de droits immobiliers;

3. Il définit les règles suivant lesquelles les immeubles vendus ou loués par la Société comme logements sont à attribuer à des personnes qui remplissent les conditions prescrites pour l'obtention d'aides publiques au logement ou, le cas échéant, à d'autres personnes visées à l'article 4, paragraphe (1), point 1, des présents statuts, sans que les opérations traitées avec ces derniers personnes puissent dépasser en principe la moitié de l'ensemble des prédites opérations;

4. Il veille à ce que les immeubles acquis ou construits à l'intervention de la Société pour servir de logements restent affectés à cet usage et ne soient pas utilisés à d'autres fins;

5. Il décide des montants et conditions des prêts et crédits à contracter par la Société ainsi que des modalités de placement de ses liquidités.

ARTICLE 12:

Sans préjudice des dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de celle-ci, en ce qui concerne cette gestion, peuvent être déléguées par le conseil d'administration à un ou plusieurs administrateurs, directeurs et autres agents, agissant seuls ou conjointement.

ARTICLE 13:

(1) La Société est représentée dans les actes, y compris ceux où intervient un fonctionnaire public ou un officier ministériel, et en justice soit par deux administrateurs agissant conjointement soit, dans les limites de la gestion journalière, par la ou les personnes déléguées à cette gestion agissant seules.

(2) La Société est en outre valablement engagée par des mandataires spéciaux agissant dans les limites de leur mandat.

ARTICLE 14:

(1) La surveillance de la Société est confiée à trois commissaires.

(2) La durée du mandat des commissaires est fixée par l'assemblée générale.

Chapitre IV - Assemblée générale,

ARTICLE 15:

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de droit le troisième mardi du mois de mai, à trois heures de l'après-midi, à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, elle se tient le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

ARTICLE 16:

(1) L'assemblée générale délibère valablement quel que soit le nombre des actions représentées, sauf dans les cas où la loi en dispose autrement.

L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Toutes les résolutions sont prises à la majorité des voix exprimées, sauf dans les cas où la loi exige des majorités spéciales.

(2) L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou à son défaut, par le vice-président du conseil d'administration ou, à leur défaut, par le doyen d'âge des administrateurs présents.

Le président de l'assemblée générale nomme le secrétaire. L'assemblée générale désigne deux scrutateurs.

(3) Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée générale à produire en justice ou ailleurs sont certifiés conformes par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, Par un autre administrateur.

Chapitre V - Exercice social, dividendes, réserves.

ARTICLE 17:

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

ARTICLE 18:

Il est fait annuellement, sur le bénéfice net, un prélèvement d'un vingtième au moins, qui est affecté à la constitution d'une réserve conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Le surplus est à la disposition de l'assemblée générale qui peut soit distribuer un dividende ne pouvant dépasser par exercice trois et demi pour cent du capital social soit affecter ce surplus en tout ou en partie aux réserves libres ou le reporter a nouveau.

Chapitre VI - Liquidation

ARTICLE 19:

L'actif net existant a l'époque de la dissolution de la Société sera attribué par priorité aux personnes juridiques de droit public, actionnaires de la Société, proportionnellement au nombre d'actions qu'elles détiennent et, pour le restant éventuel, à des institutions de bienfaisance publique ou d'utilité générale

Chapitre VII - Divers

ARTICLE 20:

Les présents statuts ainsi que leurs modifications ultérieures n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par le Gouvernement.

ARTICLE 21:

Pour toutes questions non réglées par les présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

- POUR STATUTS COORDONNÉS -

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Joëlle', is written over a circular blue notary stamp. The stamp contains the text 'Joëlle BADEN, notaire' and 'LUXEMBOURG' around a central coat of arms.